

INFO

EMISSIONS TV ▾

RADIO ▾

PODCASTS ▾

Rechercher

UKRAINE

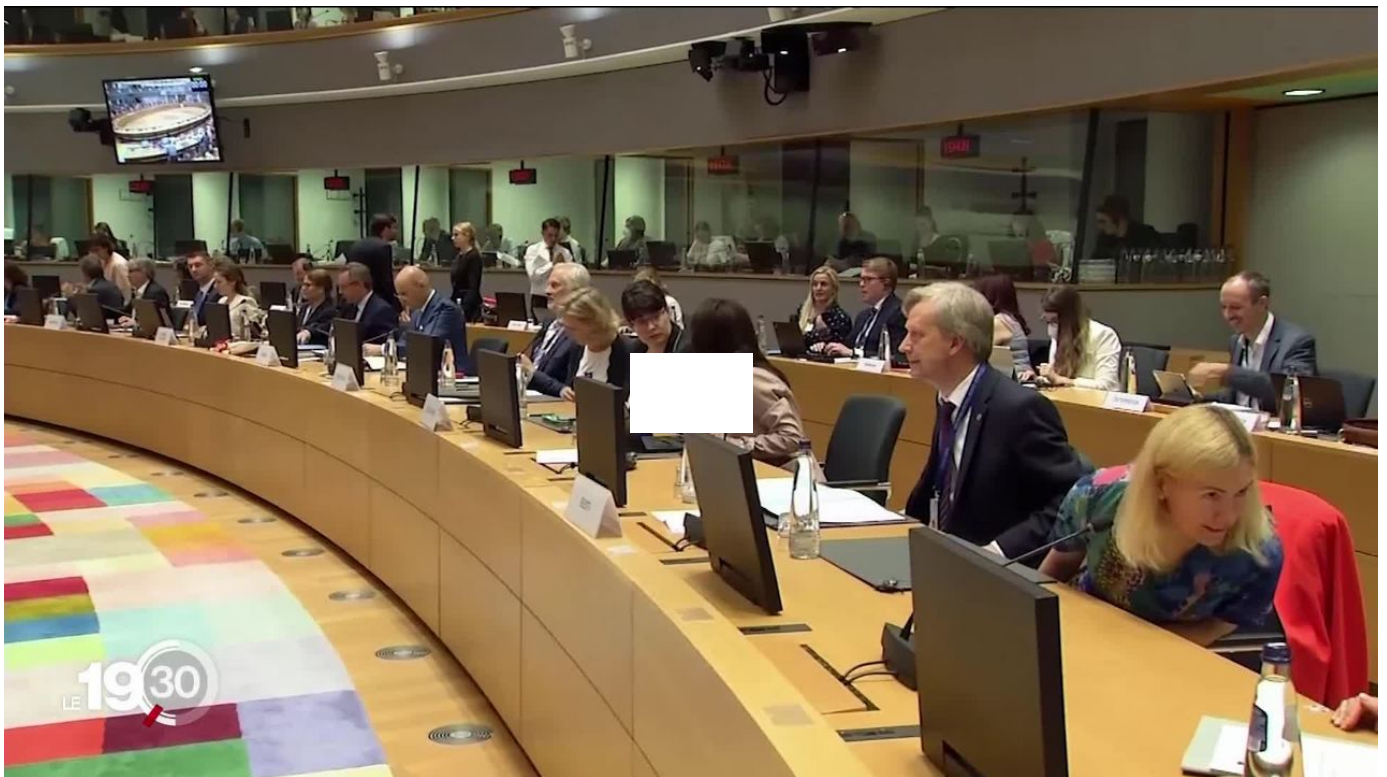
SUISSE ▾

PLUS ▾

Monde

Modifié à 21:30

Les pays de l'UE s'accordent pour réduire leur consommation de gaz russe



Les pays de l'Union européenne devront réduire leur consommation hivernale de gaz de 15 % / 19h30 / 1 min. / aujourd'hui à 19:30

Les pays membres de l'Union européenne ont approuvé mardi un plan de réduction coordonnée de leur consommation de gaz pour réduire leur dépendance envers Moscou, après une nouvelle baisse drastique des livraisons russes. Ils ont toutefois consenti des dérogations pour certains pays.

Réunis à Bruxelles pour un conseil extraordinaire, les ministres européens de l'Énergie ont approuvé un accord prévoyant que les États réduiront, sur une base volontaire, de 15% leur consommation de gaz entre août 2022 et mars 2023

"L'Union européenne a confirmé aujourd'hui (mardi) qu'elle était unie et solidaire. Nous avons fait un immense pas en avant pour sécuriser la fourniture de gaz cet hiver", a déclaré le ministre tchèque Jozef Sikela, dont le pays assure la présidence tournante du Conseil de l'UE.

"Nous allons partager le fardeau. Les négociations n'ont pas été faciles, mais finalement tout le monde a compris que ce sacrifice était nécessaire", a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse.

Refus de la Hongrie

La Hongrie a cependant dénoncé mardi un accord "injustifiable, inutile, inapplicable et nuisible". Parmi les Vingt-Sept, seul Budapest s'est opposé au texte, qui est donc adopté à la majorité qualifiée.

Le texte prévoit que chaque pays fasse "tout son possible" pour réduire, entre août 2022 et mars 2023, sa consommation de gaz d'au moins 15% par rapport à la moyenne des cinq dernières années sur la même période. La Russie représentait jusqu'à l'an dernier quelque 40% des importations gazières de l'UE.

En cas de "risque de grave pénurie", un mécanisme d'alerte rendra "contraignante" pour les Vingt-Sept la réduction de 15%, mais cet objectif sera adapté aux réalités de chaque pays, notamment aux capacités d'exporter les quantités de gaz économisées aux pays dans le besoin, grâce à une série de dérogations.


Pour aider l'Allemagne

Cet accord permet de voler au secours de l'Allemagne, après l'annonce d'une nouvelle baisse drastique des livraisons russes. Très dépendante du gaz russe, l'Allemagne achetait toujours début juin 35% de son gaz en Russie, un chiffre qui s'élevait à 55% avant la guerre.

Or, un choc majeur sur la première économie européenne se répercuterait inévitablement sur l'ensemble des Vingt-Sept.

La réduction de 15% de la consommation de gaz impose de fait des contraintes à des pays comme la France ou l'Espagne, pourtant à l'abri d'une rupture des approvisionnements russes grâce à leurs politiques énergétiques.

>> L'analyse de la correspondante de la RTS en Allemagne dans le 19h30:

 Anne Maillet: L'Allemagne attendait beaucoup de l'accord européen sur la réduction de la consommation de gaz. [RTS]

Anne Maillet: L'Allemagne attendait beaucoup de l'accord européen sur la réduction de la consommation de gaz. / 19h30 / 1 min. / aujourd'hui à 19:30

"Erreur stratégique"

Malgré les dispositions de cet accord, l'effort à fournir restera plus important pour l'Allemagne. Elle devra "faire mieux" que 15%, a reconnu son ministère de l'Economie Robert Habeck, tout en se félicitant de la solidarité européenne. Berlin "a commis une erreur stratégique dans le passé" en cultivant cette dépendance envers Moscou, a-t-il admis.

Le plan proposé avait fait l'objet de vives critiques de la part de plusieurs États. Parmi les plus virulents: les pays d'Europe du Sud, dont l'Espagne, où le souvenir des plans de rigueur douloureux imposés par Berlin après la crise financière de 2008 est encore vif.


Les diplomates des 27 ont donc tenu compte de ces griefs. Ce sera finalement le Conseil de l'UE, représentant les États membres, et non la Commission, comme celle-ci le demandait, qui déclenchera le mécanisme contraignant.

Des exemptions

L'accord prévoit des exemptions pour les États insulaires (Chypre, Irlande, Malte) qui ne sont pas interconnectés aux réseaux de gaz des autres pays, ou pour ceux qui ont dépassé leurs objectifs de remplissage des réservoirs de gaz.

Il réduit aussi l'objectif d'économie des pays dont les interconnexions sont limitées ou qui ont besoin du gaz pour certaines "industries critiques".

>> Ecouter aussi le sujet de Forum mardi soir:

 Un gazoduc par lequel le gaz russe arrive dans le nord de l'Allemagne.
[DPA/Stefan Sauer - Keystone]

Les pays membres de l'UE se sont mis d'accord pour réduire leur consommation de gaz /
Forum / 2 min. / aujourd'hui à 18:02

agences/lan

Publié à 18:54 - Modifié à 21:30

"Une transition énergétique brusque"

Laurent Horvath, géo-économiste des énergies et fondateur du site économique "2000 watts.org", interrogé mardi dans Forum, s'est montré plutôt sceptique sur cet accord. "C'est une proposition que personne ne peut refuser, car c'est non contraignant. Et si ça devait devenir contraignant, il y aurait des exceptions. Du côté européen, on parle de victoire, mais du côté de Moscou, c'est vu comme une nouvelle cacophonie entre les pays de l'UE", a-t-il estimé.

"La Russie est le grenier de l'énergie du monde en pétrole et en gaz. Nous devons faire avec. La transition énergétique européenne est donc brusque et difficile. Cela va aussi être difficile pour la Suisse, qui est au "bout du tuyau". Si les autres pays ne reçoivent pas assez de gaz pour eux, ils ne vont pas le livrer pour nous", a encore ajouté le spécialiste.

>> L'interview complète de Laurent Horvath dans Forum:

 [Accord pour réduire la consommation de gaz au sein de l'UE: interview de Laurent Horvath \[RTS\]](#)

Accord pour réduire la consommation de gaz au sein de l'UE: interview de Laurent Horvath / Forum / 4 min. / aujourd'hui à 18:00

À consulter également

 La ministre espagnole de la Transition écologique Teresa Ribera. [Chema Moya - EPA/Keystone]

L'Espagne et le Portugal refusent les réductions de gaz demandées par l'UE

La Matinale
Vendredi à 06:22

 La centrale nucléaire de Tihange, en Belgique. [Julien Warnand - EPA/Keystone]


L'Europe prépare les alternatives en vue de la fin des livraisons de gaz russe

Le 12h30
Le 15 juillet 2022

 Les entreprises dénoncent l'absence de plan contre des pénuries de gaz: interview de Dominique Rochat [RTS]

Dominique Rochat, d'Economiesuisse: "Le gaz ou le mazout sont incontournables"

Economie
Jeudi à 22:23

 Une pénurie possible de gaz ou d'électricité cet hiver? Notre pays a déjà été confronté à une telle situation en 1973. [RTS]

Une pénurie possible de gaz ou d'électricité cet hiver? Notre pays a déjà été confronté à une telle situation en 1973.

19h30
Le 13 juillet 2022

À propos de la RTS

[A propos](#)

[FAQ](#)

[Conditions générales](#)

[Gérer les paramètres relatifs aux cookies](#)

[Contact](#)

[Travailler à la RTS](#)

[Communiqués de presse](#)

[Play Suisse](#)

[Recevoir nos programmes](#)

[Comment écouter nos podcasts](#)

[Ventes aux professionnels](#)

[Visiter les studios](#)

[Assister aux émissions](#)

[RTS Avec Vous](#)

[SSR Suisse Romande](#)

[Médiation](#)

[SRF](#) | [RSI](#) | [RTR](#) | [SWI](#)

RTS Radio Télévision Suisse, succursale de la Société suisse de radiodiffusion et télévision